

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 12 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Elysée Cosmétiques

ZI Technopôle Sud
BP 90008
57600 Folkling

Références : FOLKLING_ELYSEE-COSMETIQUES_2022-04_06_RAPVI_AGH_31389-4

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2022 dans l'établissement Elysée Cosmétiques implanté ZI Technopôle Sud BP 90008 57600 Folkling. L'inspection a été annoncée le 16/02/2022. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Elysée Cosmétiques
- ZI Technopôle Sud BP 90008 57600 Folkling
- Code AIOT dans GUN : 0006201245
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : seveso seuil haut

L'inspection a porté sur les installations de remplissage des aérosols d'une des salles de remplissage et sur les installations de stockage des produits finis.

Les réponses apportées aux constats des visites précédentes ont été vérifiées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- système de gestion de la sécurité : barrière de sécurité des salles de remplissage
- suites des inspections précédentes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative »

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
emplacement du poste de commande POI	arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8 - annexe I - point 5 partiel	susceptible de suites	sans objet
modalités de stockage des produits finis	arrêté préfectoral du 22/01/2001, article 43.2 pour partie	/	sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
MMR en salle de remplissage	arrêté préfectoral du 10/05/2010, article 1.2	/	sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
POI - rôles et fonctions, chaîne d'alerte	arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8 - annexe I - point 5 partiel	susceptible de suites	sans objet
moyens de communication	arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8 - annexe I - point 5 partiel	susceptible de suites	sans objet
contenu et cohérence du POI	arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8 - annexe I - point 5 partiel	susceptible de suites	sans objet
contenu de l'étude de dangers	arrêté ministériel du 26/05/2014, article 7-3	/	sans objet
état des matières stockées	arrêté ministériel du 04/10/2010, article 46	Susceptible de suites	sans objet
étude de dangers	arrêté ministériel du 29/09/2005, articles 2 à 4 pour partie	/	sans objet
modalités de stockage des produits finis	arrêté préfectoral du 22/01/2001, article 43.2 pour partie	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les prescriptions contrôlées, il ressort que plusieurs éléments non conformes lors de l'inspection ont fait l'objet de compléments justifiant de la conformité dans les jours suivant l'inspection : en particulier l'état des matières stockées qui avait déjà fait l'objet d'un constat lors de l'inspection du 27/09/2021. Les éléments transmis par courrier du 30 mars 2022 n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

L'exploitant a indiqué transmettre un porter à connaissance en semaine 26 pour les modalités de stockages du hall 22. Considérant les justificatifs de modélisation de l'étude de dangers transmis, l'inspection ne propose pas de suites dans l'immédiat.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : POI - rôles et fonctions, chaîne d'alerte

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8 - annexe I - point 5 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/10/2021• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : aucune• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2021
Prescription contrôlée : <p>"en cohérence avec les procédures du point 2 (identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L.515-41 du code de l'environnement est assurée. [...]"</p>
Constats : Des éléments de ce constat peuvent apparaître comme confidentiels et ne sont pas reportés dans le rapport public.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : moyens de communication

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8 - annexe I - point 5 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/10/2021• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : aucune• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2021
Prescription contrôlée : <p>"en cohérence avec les procédures du point 2 (identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. [...]"</p>
Constats : Rappel du constat du 26 octobre 2021 : <p>"le superviseur qui est le Directeur des Opérations Internes (DOI) jusqu'à l'arrivée du cadre d'astreinte (cf. constats précédents), a indiqué devoir utiliser sa ligne de téléphone fixe pour passer les appels utiles. Il est notamment responsable de l'alerte des secours, et des entreprises riveraines. Toutefois, sa ligne fixe est dans son bureau, situé à l'intérieur des bâtiments. Il ne dispose pas de ligne portable utilisable dans les installations à atmosphère explosive (ATEX) ou à l'extérieur des bâtiments en cas de repli nécessaire. Lors de l'exercice, c'est le responsable de la maintenance qui a averti le directeur technique alors même que sa fonction n'est pas définie dans le POI."</p> <p>Par courrier du 11/01/2022, la société Elysée Cosmétiques a indiqué que le superviseur sera équipé d'un téléphone ATEX permettant de diriger les opérations quel que soit le lieu.</p> <p>Lors de l'inspection, un échange avec un superviseur a permis de constater que la dotation a été réalisée.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : emplacement du poste de commande POI

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8 - annexe I - point 5 partiel
Thème(s) : risques accidentels, gestion des situations d'urgence
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/10/2021• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : aucune• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2021
Prescription contrôlée : <p>"en cohérence avec les procédures du point 2 (identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L.515-41 du code de l'environnement est assurée. [...]"</p>
Constats : Rappel du constat du 26 octobre 2021 : <p>"il a été relevé que le poste de commande (PC) POI est établi dans une salle de réunion à l'intérieur de l'établissement, proche de l'accueil. Le superviseur présent, Directeur des Opérations Internes (DOI) jusqu'à l'arrivée potentielle d'un cadre, a d'ailleurs indiqué utiliser le POI disponible dans cette salle. Or le PC POI se situe dans les zones d'effets de l'accident majorant, alors même que c'est cet accident majorant qui pouvait être craint. L'inspection note que le superviseur a respecté l'emplacement du PC POI prévu dans les consignes et que le POI (document) ne prévoit pas d'autre emplacement ou de déménagement de ce PC."</p> <p>L'exploitant, par courrier du 11/01/2022, a indiqué que le PC POI serait déplacé hors zone d'effets.</p> <p>L'inspection note que la fonction de DOI peut nécessiter d'avoir accès à un certain nombre d'informations (cf. constat sur la liste des stocks de produits combustibles notamment) et qu'il convient de définir les conditions d'exercice du PC POI en dehors de l'établissement et hors zones d'effets.</p>
Observations : Il est demandé à l'exploitant d'indiquer dans le délai prévu pour formuler les observations sur le rapport d'inspection, les modalités pratiques de mise en œuvre du PC POI sur un lieu déporté.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : contenu et cohérence du POI

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8 - annexe I - point 5 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/10/2021• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : aucune• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2021
Prescription contrôlée : <p>"en cohérence avec les procédures du point 2 (identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. [...]"</p>
Constats : Rappel du constat du 26 octobre 2021 : <p>"des incohérences et éléments à mettre à jour ont été constatés dans le POI :</p> <ul style="list-style-type: none">- fiche § 3.2.2 « schéma d'alerte le WE et fermetures » indique un numéro pour le directeur technique différent de celui indiqué dans les autres documents du POI.- le numéro de la DREAL dans la liste des n° d'appels POI/PPI (annexe 4 du POI) n'est plus à jour." <p>Ces incohérences ont été signalées à l'exploitant lors de l'inspection. Il a indiqué mettre à jour ces éléments."</p> <p>L'exploitant a présenté les éléments du POI mis à jour.</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les éléments mis à jour sont insérés dans le POI sans modification de l'indice de révision du document, ce qui conduit à avoir au sein de l'établissement un POI différent de ceux transmis aux services de l'Etat notamment, avec cependant un indice de révision identique.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'indice de révision sera modifié avec les dernières mises à jour à effectuer.</p> <p>La diffusion du POI devra être réalisée ensuite, soit dans sa totalité, soit sous forme d'une mise à jour.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : contenu de l'étude de dangers

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 26/05/2014, article 7-3
Thème(s) : risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée : "3. élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques. L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III."
Constats : Rappel du constat du 27/09/2021 : "des éléments du constat sont susceptibles de rester confidentiels et ne sont pas repris dans le rapport public." L'exploitant a transmis des éléments de mise à jour de l'étude de dangers par courrier du 5 mars 2022. Ces éléments feront l'objet d'un examen dans un rapport séparé.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : état des matières stockées

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : risques accidentels, stocks
Prescription contrôlée : "Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires."
Constats : Lors de l'inspection du 27 septembre 2021, il avait été constaté qu'un état des stocks existe pour les produits inflammables, et que des réflexions seraient engagées pour inclure les produits combustibles. L'exploitant a transmis des éléments complémentaires par courrier du 5 mars 2022. L'exploitant a complété son état des stocks ; il est extrait chaque jour et envoyé par courriel à une liste de diffusion (poste de garde, superviseurs) ; les destinataires peuvent ainsi y accéder hors ligne. La vulgarisation de l'état des stocks n'est pas finalisée (certains noms de produits en allemand, et/ou ne définissant pas la nature du produit, par exemple "Haar Pflege Spray/Soins Cheveux Aérosol"). La liste des matières combustibles n'est pas encore finalisée. Post-inspection : l'exploitant a indiqué par courrier du 30 mars 2022 que l'état des stocks allait être majoré aux quantités maximales susceptibles d'être présentes en chaque lieu en ce qui concerne les matières combustibles non dangereuses. Il a joint à ce courrier un exemple d'extraction de cet état des matières stockées, distinguant les matières classées suivant la rubrique 4320 et les matières combustibles. Cet état indique la quantité et le lieu de stockage. Concernant les Fiches de Données de Sécurité (FDS), elles sont disponibles de manière informatique sur le réseau interne de l'entreprise. L'exploitant les met à disposition des administrations, sur demande, et en cas d'incident, un disque dur externe, est présent dans la mallette POI. La mise à jour de ce disque dur et sa gestion sont traitées dans la procédure PS5.1 "Gestion des situations d'urgence" dont la révision 1 datée du 23/03/2022 a été transmise par courrier du 30 mars 2022.
Type de suites proposées : sans suites
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : étude de dangers

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 29/09/2005, articles 2 à 4 pour partie
Thème(s) : risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée : "Article 2 : Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé. L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets. A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en oeuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés. Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables. Article 3 : La probabilité peut être déterminée selon trois types de méthodes : de type qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif. Ces méthodes permettent d'inscrire les phénomènes dangereux et accidents potentiels sur l'échelle de probabilité à cinq classes définie en annexe 1 du présent arrêté. Parmi ces trois types d'appréciation de la probabilité sera (seront) choisi(s), avec une attention particulière, celui (ceux) qui correspond(ent) le mieux à la méthode utilisée dans l'analyse de risques. Quelle que soit la méthode employée, l'exploitant doit justifier le positionnement des phénomènes dangereux et accidents potentiels dans l'échelle de l'annexe 1. En cas d'incertitude entre deux classes de probabilité, ou si le recoupement avec d'autres méthodes d'appréciation de la probabilité conduisent à des cotations différentes, la classe la plus pénalisante sera retenue. Article 4 : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité." Constats : Rappel du constat du 27/09/2021 : Des éléments du constat sont susceptibles de rester confidentiels et ne sont pas repris dans le rapport public. L'exploitant a transmis des éléments de mise à jour de l'étude de dangers par courrier du 5 mars 2022. Ces éléments feront l'objet d'un examen dans un rapport séparé.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : modalités de stockage des produits finis

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 22/01/2001, article 43.2 pour partie
Thème(s) : risques accidentels, modalités de stockage
Prescription contrôlée : 43.2.1 : [...] les allées de dessertes seront matérialisées au sol.[...] 43.2.2 : [...] la commande de ces installations d'extinction automatique sera assurée [...] par un déclenchement manuel à l'aide de dispositifs situés à l'extérieur des issues des locaux [...]
Constats : Lors de l'inspection du 27/09/2021, il avait été constaté des non-conformités sur les prescriptions visées en référence. L'exploitant a transmis par courriel du 15/11/2021 et par courrier du 11/01/2022 des éléments justifiant du respect de la prescription. Lors de l'inspection, ces éléments ont été vérifiés.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : modalités de stockage des produits finis

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 22/01/2001, article 43.2 pour partie
Thème(s) : risques accidentels, modalités de stockage
Prescription contrôlée : 43.2.1 : le stockage sera réalisé sur des palettiers métalliques et sur quatre hauteurs au maximum. [...]
Constats : Il a été constaté que le stockage est réalisé sur palettiers métalliques de cinq hauteurs pour un des racks de stockage. Il est noté que la hauteur globale correspond à celle des racks de quatre hauteurs. Du stockage est réalisé en "vrac" sous forme d'îlots dans l'attente de chargement sur les camions dans le hall 22. Selon l'exploitant ce stockage en îlots est nécessaire dans le cadre de la préparation des commandes. L'exploitant a indiqué qu'une demande de modification de prescription serait formulée, en s'appuyant notamment sur les éléments de modélisation de l'étude de dangers. L'exploitant a transmis post-inspection les justificatifs de modélisations de l'étude de danger indiquant que les hypothèses retenues dans l'étude de dangers sont majorantes par rapport au type de stockage réalisé. Par courrier du 30 mars 2022, ces éléments complémentaires de l'étude de dangers ont été transmis formellement, et l'exploitant s'est engagé à déposer un porter à connaissance en semaine 26.
Observations : Considérant les éléments indiqués par l'exploitant, et la transmission annoncée d'un porter à connaissance en cours d'élaboration, l'inspection ne propose pas de suite dans l'immédiat.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : MMR en salle de remplissage

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 10/05/2010, article 1.2
Thème(s) : risques accidentels, mesures complémentaires
Prescription contrôlée : "Hall de remplissage : la mise en route des machines de remplissage est asservie au fonctionnement des systèmes d'aspiration (une ventilation dans le local et une extraction dans les caissons des machines), permettant ainsi de prévenir la formation d'atmosphère explosible. [...]"
Constats : Le constat porte sur des éléments de maîtrise des risques dont le détail peut être confidentiel et n'apparaît donc pas dans le rapport public.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet